



Formulaire CH@WORLD: **A754**

Représentation suisse à: <b>ABOU DHABI</b>	
Pays: <b>BAHREIN</b>	Date de la dernière mise à jour: <b>mai 2020</b>

## Rapport économique Bahreïn

**2019**

### 0 Résumé – Executive Summary

Bien que le présent rapport se focalise sur la période 2019, il intégrera des aspects liés au coronavirus, même si cette crise impactera surtout les évolutions en 2020. L'ampleur de la crise et les réponses de politiques économiques et financières sont telles dans la région du Golfe que certains éléments doivent être pris en considération à ce stade.

Le Bahreïn a été la monarchie du Golfe la plus directement touchée par le printemps arabe de 2011. Jusque vers 2016-2017 le Bahreïn demeure un Etat-providence, même si des augmentations de prix ont été mises en œuvre par exemple pour l'eau et l'électricité. Ceci dit, la chute des prix du pétrole depuis 2014 contraint les pays du Golfe à une politique d'ajustement budgétaire étant donné l'ampleur des déficits budgétaires (11.6% en 2018, 10.3% en 2019). Avec l'effondrement des prix du pétrole début 2020, le déficit devrait se creuser à au moins 16% du PIB en 2020, selon le Fonds monétaire international (FMI). Corollaire de ces déficits budgétaires massifs, la dette publique continue d'augmenter : en 2018 elle s'élève à 95% du PIB, en 2019 elle est estimée à 102%.

2018 avait marqué une rupture, du moins dans le narratif des autorités bahreïnes : un paquet de sauvetage de USD 10 milliards avait été financé par les voisins du Golfe. Le programme de réformes vise à contenir les dépenses, diversifier les revenus et stimuler la croissance. Les autorités ont tenté de mettre en œuvre ce plan en 2019. 2020 ne laissera pas une telle marge de manœuvre, les priorités étant redéfinies avec la double crise du coronavirus et des prix bas du pétrole. La situation économique et financière du royaume va se fragiliser et un nouveau paquet d'aide pourrait être plus difficile à négocier avec les voisins, eux aussi touchés par la double crise.

Il est difficile de prévoir, à ce stade, comment ces changements modifieront les activités des entreprises suisses au Bahreïn. Les incertitudes liées au coronavirus, à la reprise de la conjoncture globale ainsi que l'instabilité régionale pèseront sur le climat commercial et les investisseurs.

### 1 Problèmes et enjeux économiques

En octobre 2018 a été annoncé un plan de sauvetage et de réformes pour le Bahreïn à hauteur de USD 10 milliards, cofinancé par les voisins saoudiens, émiriens et koweïtis. Selon le FMI, le Bahreïn devrait mettre en place une série de nouvelles taxes et de réductions de dépenses pour éliminer son déficit budgétaire d'ici 2022. Les voisins du Bahreïn ont préféré mettre la main à la poche plutôt que de laisser le petit Royaume aller vers de sérieuses difficultés financières, avec une potentielle dévaluation de la monnaie nationale et un risque de contagion régionale, sachant que toutes les monarchies du Golfe suivent une politique monétaire de taux fixe par rapport au USD. 2019 avait constitué une année de mise en œuvre de ce plan même

si les arbitrages à réaliser sont délicats. Le déficit budgétaire avait été ramené de 11.6% du PIB en 2018 à 10.3% en 2019.

L'effondrement des cours de l'or noir début 2020 se répercutera sur les recettes de l'Etat qui continue de se financer essentiellement sur cette ressource (autour de 80%). L'introduction de la TVA début 2019 ne compensera pas cette perte de revenus.

Toujours selon le FMI, les prévisions de croissance en avril 2020 ont été revues à la baisse à -3.6% pour cette année. En terme de déficit public, on s'attend à un chiffre rouge de l'ordre de -16% du PIB. Conjugué à la baisse drastique des cours du pétrole, des ajustements seront nécessaires en terme de dépenses. Le 20 mars 2020, le gouvernement a ordonné une baisse de 30% des frais opérationnels des Ministères et agences gouvernementales et remis à plus tard certains projets de construction. Les voisins qui renflouent traditionnellement Manama se retrouvent eux aussi dans une situation financière délicate. Obtenir une aide pourrait s'avérer plus difficile que par le passé.

En résumé, l'évolution de la situation économique et financière est difficile à évaluer, il faudra attendre de voir comment la conjoncture globale évolue durant les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, et notamment l'évolution des prix du pétrole qui restent la base du financement étatique. Il s'agira de voir comment l'activité étatique et le paquet de soutien lié à la crise du coronavirus pourront soutenir et relancer l'activité du secteur privé. La crise actuelle pourrait également redéfinir la taille de la population migrante au Bahreïn, qui constitue environ 38% de la population résidente et 55% de la population active.

## **2 Accords internationaux et régionaux économiques**

### **2.1 Politique, priorités du pays**

Le Royaume du Bahreïn est une économie libérale du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) engagée depuis des années dans des réformes structurelles et d'ouverture. Il a mené à bien depuis une quinzaine d'années une série de réformes pour renforcer son attractivité. Selon le Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, environ 80% des règles ont été simplifiées ou abolies depuis 2004. Le Bahreïn a eu un certain succès dans sa diversification économique, notamment dans les secteurs financiers et touristiques. Une innovation récente est liée à la création d'un pôle autour de la Fintech.

Manama a signé un accord de libre-échange (ALE) avec les USA en 2006, avec Singapour en 2008 et avec l'AELE en 2009 - entré en vigueur en juillet 2014. Le Bahreïn poursuit cette stratégie en cherchant un nouvel accord avec l'UE, au sein du CCG, ce qui rend les négociations longues et complexes.

### **2.2 Accords et négociations en cours**

#### **2.2.1 Accord de double imposition**

L'accord de double imposition en négociation depuis 2015 a été signé en novembre 2019 dans le contexte des consultations politiques bilatérales qui se sont tenues à Manama. Les deux pays sont actuellement dans le processus de ratification du traité et sa mise en œuvre sera effective dès que les deux pays auront terminé ce processus.

#### **2.2.2 Accord de promotion et protection des investissements**

Un accord de promotion et protection des investissements (API) est en discussion depuis 2009, suite à une demande bahreïnienne. La Suisse a répondu favorablement à une telle demande en 2011. Après les événements du printemps arabe de 2011, ce dossier n'a pas connu d'activités jusqu'en 2016. La Suisse ayant un intérêt à conclure cet accord, le Conseil fédéral a approuvé le mandat de négociation d'un API avec le Bahreïn fin 2016. Le Bahreïn demeure, à ce jour, le seul pays du CCG à ne pas avoir ce type d'accord avec la Suisse.

### 2.3 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination)

- D'une manière générale, ce sont celles offertes et imposées en même temps par les points 2.1 et 2.2, à savoir l'accord de libre-échange qui offre un avantage compétitif à la Suisse, notamment par rapport aux entreprises de l'UE.
- Actuellement, l'Arabie saoudite, les EAU et le Bahreïn appliquent la taxe sélective sur les boissons énergétiques et le tabac (100% sur le « retail sales price ») et sur les boissons gazeuses sucrées (50%). Depuis l'introduction de la taxe, la Suisse (respectivement l'AELE) est intervenue à plusieurs reprises à l'OMC et sur place dans les capitales du CCG pour soulever le problème de cette taxation. Un aide-mémoire préparé par le SECO a été remis à Manama lors de missions effectués par cette Ambassade en 2019. La réponse de Manama est essentiellement de s'en tenir au processus CCG puisque cette taxation est l'objet d'une décision régionale. La suite des opérations sera donc un dialogue entre membres du CCG et le Bahreïn se rangera derrière la position commune. L'Ambassade assure un suivi avec le Bahreïn, en lien avec le SECO.
- Dans le prolongement de l'amélioration des relations bilatérales observées depuis 2018, ainsi que de la reprise de l'accréditation Suisse par l'Ambassade à Abou Dhabi, appréciée à Manama, nous attendons, dans un contexte pré-COVID-19:
  - des échanges au niveau universitaire et de modèles d'éducation ;
  - dans le domaine médical, une poursuite de certains échanges ;
  - une augmentation des échanges commerciaux bilatéraux ;
  - une coopération plus étroite au niveau protection de l'environnement et du développement des énergies durables ;
  - une amélioration des conditions-cadres en particulier avec la conclusion et la mise en œuvre des accords ;
  - un échange au niveau du secteur financier / Fintech suite à l'invitation en Suisse d'une délégation bahreïnie
- Il s'agira de vérifier ces hypothèses de coopération dans un contexte post-COVID-19. Il est actuellement trop tôt pour une telle appréciation.
- Sur la base de la signature de l'accord de double imposition, l'Ambassade de Suisse à Abu Dhabi souhaite faire connaître les nouvelles opportunités qui s'ouvrent aux entreprises suisses au Bahreïn. Pour ce faire, elle a mis sur pied une mission économique d'entreprises suisses avec siège aux Emirats arabes unis prévue en mars 2020 à Manama. Cette mission a dû être reportée. L'intérêt des entreprises suisses qui ont confirmé leur participation démontre le potentiel pour de nouvelles opportunités au Bahreïn. Une nouvelle date sera proposée aux entreprises suisses au deuxième semestre 2020, d'entente avec le Ministère des Affaires étrangères à Manama et le SBH ME à Dubai. Cette Ambassade souhaite poursuivre son effort de soutien à l'économie suisse dans un contexte post-COVID-19. L'inclusion du Bahreïn dans le cadre des activités du pavillon suisse pour l'EXPO 2020 (qui se tiendra en 2021) constitue un autre axe possible de renforcement.

## 3 Commerce extérieur

### 3.1 Evolution et perspectives générales

L'essentiel des échanges se fait avec les voisins du CCG ainsi que les plus grandes économies du monde (USA, Chine, Japon et Inde). Les efforts de réformes économiques ces dernières années devraient contribuer à consolider l'économie nationale et donc la capacité d'exportation. Sur un plan régional, la crise du CCG autour du Qatar initiée le 5 juin 2017 a certainement modifié la structure du commerce au sein et au-delà du CCG. Le Bahreïn a probablement perdu passablement d'échanges avec le Qatar, puis l'Iran, suite aux sanctions strictes mises en œuvre par l'administration Trump.

La gestion de la pandémie du coronavirus au Bahreïn a relativement bien réussi à équilibrer les intérêts sanitaires et économiques. En maintenant ouvert le secteur de la construction (estimé à 7.4% de l'économie en 2015) et en minimisant le temps de fermeture des commerces à seulement deux semaines, les autorités ont tenté de garder un degré d'activité afin de limiter la crise économique à court et moyen terme. A l'heure actuelle, le Bahreïn semble éviter une explosion des cas de contaminations dans les camps de travail et le taux de mortalité est extrêmement faible. Il est difficile de faire un pronostic précis à ce stade. L'Ambassade envisage à ce stade essentiellement deux scénarii avec des effets variables sur le commerce international du Bahreïn:

- i. La crise est « sous contrôle » et la situation se stabilise. Les règles de confinement sont suivies, le système sanitaire contribue à sauver des vies sans être surchargé et un dé-confinement progressif est mis en place. Le nombre de cas actifs baisse régulièrement. Il s'agira alors de minimiser les risques d'une nouvelle vague de contaminations tout en visant la reprise de l'activité économique. Dans ce scénario, tant l'économie que le commerce devraient se poursuivre à peu près normalement, avec l'incertitude de la conjoncture globale.
- ii. Une diffusion plus vaste du virus bloque sérieusement l'économie nationale. Cette situation serait caractérisée par un arrêt de nombreuses activités économiques et d'une surcharge du système de santé. Au-delà de la crise économique et sanitaire, une crise sociale n'est pas exclue. Dans ce cas, tant l'économie nationale que le commerce seraient fortement affectés, indépendamment de la conjoncture globale.

### 3.2 Commerce bilatéral

La balance commerciale de la Suisse avec Manama est systématiquement positive, le solde atteignant CHF +229 mio en 2019. Globalement les échanges ont augmenté de plus de 30 % entre les deux pays, atteignant CHF 439 mio.

Les exportations suisses ont augmenté de 20% sur un an et se sont élevées à CHF 334 mio en 2018. Comme dans les autres pays du CCG, les produits d'horlogerie (130 mio) et de bijouterie (17 mio) sont des « bestsellers » au Bahreïn. L'industrie des machines atteint 93 mio, la pharma 38 mio et les produits agricoles 37 mio (surtout du tabac).

Les importations suisses en 2019, à CHF 105 millions, ont presque doublé par rapport à l'année précédente, et ce malgré la disparition totale de l'aluminium importé (45 mio en 2018). Les importations se répartissent presque exclusivement sur les deux postes « métaux non précieux » (80 mio) et « pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie » (12 mio).

Une conséquence possible de la crise actuelle est une diminution des exportations suisses vers le Bahreïn, notamment pour des achats publics, sachant que les Ministères vont devoir économiser 30% de leur budget. Certaines constructions financées par l'Etat pourraient également être repoussées. Enfin, avec la récession attendue, la perte d'emplois et de revenus, la demande de consommation des ménages sera en principe aussi plus basse. Cependant, il est difficile de prédire le comportement des consommateurs pour les biens de luxe.

## 4 Investissements directs

### 4.1 Evolution et perspectives générales

Le Bahreïn a fixé comme priorité d'attirer des investisseurs sur son territoire. Il dispose à cet effet de trois institutions :

- le Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme dont c'est le mandat officiel en tant qu'administration ;
- le « Economic Development Board », une institution directement sous la responsabilité du Prince héritier, Sheikh Salman bin Hamad bin Issa Al Khalifa ;
- la Chambre de Commerce ;

Ce sont en particulier ces acteurs que la mission économique d'entreprises suisses souhaite rencontrer, en sus d'acteurs plus spécifiques à leur secteur d'activité.

Certains observateurs notent le manque de coordination et donc une certaine perte d'efficacité avec cette architecture institutionnelle. Dans le secteur touristique par exemple, il faut ajouter deux acteurs, à savoir le « Bahrain Tourism and Exhibition Authority » et Gulf Air.

#### **4.2 Investissements bilatéraux**

Près de 250 entreprises suisses exportent leurs produits au Bahreïn. Cependant, seules quelques firmes sont physiquement présentes, soit avec un sponsor local, soit en leur propre nom ou au travers d'une « joint-venture ». Dès que la ratification de l'accord de double imposition sera réalisée par les deux pays, de nouvelles incitations à l'investissement seront en place.

### **5 Promotion commerciale, économique et touristique**

#### **5.1 Instruments de la promotion économique extérieure**

- En 2005, le SBH ME a été lancé à Dubaï, offrant des services de conseil au secteur privé pour les marchés des pays du CCG. Il est exploité conjointement par Switzerland Global Enterprise (SGE) et le Consulat général suisse à Dubaï.
- Un MoU a été signé entre le « Economic Development Board » et SGE ; à ce stade ce MoU n'a pas mené à des activités concrètes et rien n'est prévu pour la suite. Il pourrait cependant être utilisé pour un rapprochement entre des entreprises suisses et l'économie du Bahreïn.
- Il existe une Chambre de Commerce et d'Industrie Suisse-Arabe (CASCI), basée à Genève (avec M. Baha'a El Attar comme Secrétaire Général).

Le Consulat général honoraire de Suisse à Manama est la seule institution officielle de Suisse au Bahreïn. Il est dirigé par le Consul Général Honoraire M. Humbert Buemi. Il dépend de l'Ambassade de Suisse à Abou Dhabi, compétente pour le Bahreïn.

Les opportunités d'affaires sont réelles dans le Royaume de Bahreïn, soit en termes de ventes directes ou par l'intermédiaire d'un agent, soit par l'implantation d'une filiale ou succursale. Le Gouvernement du Bahreïn donne en général la priorité aux entreprises qui sont présentes sur son sol, notamment pour les appels d'offres. Cependant, un entrepreneur fraîchement installé ne peut s'attendre à décrocher un contrat tout de suite. Il est de coutume de venir présenter sa société, ses produits, de faire connaissance, avant qu'un contrat soit signé. Avec la mission économique d'entreprises suisses planifiée au second semestre 2020, cette Ambassade souhaite contribuer à la facilitation de contacts entre le secteur privé suisse et les secteurs privé et public au Bahreïn.

Les hommes et femmes d'affaires locaux sont très positifs par rapport à la Suisse, pays qu'ils considèrent comme un modèle dans bon nombre de domaines. Il est par conséquent intéressant de se profiler dans un créneau qui apporte qualité, savoir-faire, expérience et surtout rigueur et suivi.

#### **5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse**

En comparaison avec les chiffres de l'année précédente, le tourisme en provenance de Bahreïn a augmenté. Alors qu'un total de 21'065 nuitées a été enregistré en 2018, pour 2019, une augmentation est à noter avec 21'802 nuitées (+3,5%). Cette performance positive contraste avec le nombre total de nuitées en provenance des pays du CCG, qui a diminué de 8,7%.

<b>ANHANG 1</b>	<b>Wirtschaftsstruktur</b>
ANNEX 1	Structure of Economy

Breakdown of real GDP (%)*		2013	2018	
<b>Primary sector</b>	<i>agriculture, fishing</i>	0,3	0,3	
<b>Secondary sector</b>	<i>mining and quarrying construction manufacturing &amp; industry</i>	47,9	43,4	
<b>Tertiary sector</b>	<i>services public services electricity, water imputed bank services import duties Rounding error (see note)</i>	50.8	55,6	
		<b>100%</b>	<b>100%</b>	

Breakdown of labor force**		2013	2018	2019
<b>Primary sector</b>		1.1	1.0	<b>1.0</b>
<b>Secondary sector</b>		35.1	35.3	<b>35.2</b>
<b>Tertiary sector</b>		63.8	63.6	<b>63.8</b>
		<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

**Sources**

\*WB, World Development Indicators, May 2020.

Please note that the fact the sectors do not add up to 100% is due to WB methodology.

\*\*WB, World Development Indicators May 2020, ILO estimates.

<b>ANHANG 2</b>	<b>Wichtigste Wirtschaftsdaten</b>
ANNEX 2	Key Economic Data

	2018	2019 (estimate)	2020 (estimate)
<b>GDP</b> (Billions USD) *	37.778	38.184	39.309
<b>GDP per capita</b> , current prices (USD) *	25'483	25'273	25'508
<b>Growth rate</b> (% of GDP) **	1.96	1.82	-3.59
<b>Inflation</b> , end of period consumer prices (%) **	1.90	1.70	2.40
<b>Unemployment rate</b> (% of total labor force) **	3.89	4.00	4.69
<b>Population</b> (Millions) *	1.481	1.481	1.481
<b>General gov. net lending/borrowing</b> <i>Budgetsaldo (% of GDP)</i> **	-11.94	-10.62	-15.71
<b>Current account balance</b> <i>Ertragsbilanz (% of GDP)</i> **	-5.9	-2.9	-9.6
<b>General government gross debt</b> <i>Gesamtverschuldung (% of GDP)</i> *	94.75	101.71	106.86
<i>Servicing of Debt (% of Exports)</i>	n/a	n/a	n/a
<b>Reserves</b> (Import Months)	0.9	n/a	n/a

Sources:

\* IMF, World Economic Outlook Database, October 2019

\*\* IMF, World Economic Outlook Database, April 2020

n/a, not available

**ANHANG 3 Handelspartner / Aussenhandel (2019)**

ANNEXE 3

Trade partners / Foreign Trade (2019)

Rang	Land	Exporte von Bahrain (Mio. USD)	Anteil	Ver. <sup>1</sup>	Rang	Land	Import von Bahrain (Mio. USD)	Anteil	Ver.
1	Saudi-Arabien	2'079	25%	+9%	1	EU	2'059	16%	-17%
2	Oman	888	11%	+36%	2	China	1'460	11%	-22%
3	VAE	877	11%	-0.1%	3	Australien	1'019	8%	+8%
4	USA	783	9%	+15%	4	Saudi-Arabien	935	7%	-14%
5	China	642	8%	+93%	5	VAE	919	7%	-30%
6	Kuwait	587	7%	+134%	6	Brasilien	889	7%	-32%
7	Ägypten	492	6%	-5%	7	USA	803	6%	-33%
8	Türkei	231	3%	-5%	8	Japan	752	6%	-5%
9	EU	221	3%	-35%	9	Indien	732	6%	-5%
10	Indien	219	3%	-30%	10	Germany	514	4%	-12%
36	Schweiz	16	0.2%	+122%	13	Schweiz	310	2%	-19%
	Total	8'321	100 %	+12%		Total	12'844	100 %	-14%

Source: IMF, Direction of Trade Statistics (DOTS), 10.05.2020

<sup>1</sup> Variation par rapport à l'année précédente en %



## ANHANG 4 Handelsentwicklung Schweiz-Bahrain

A 750

ANNEX 4 Trade Development Switzerland Bahrain

Module Ch@world: A356

Rapport économique 2019

Total 2		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2018	2019	+/-%	Anteil	2018	2019	+/-%	Anteil	2018	2019
	Total	56	105	0.0	100.0	278	334	20.2	54.6	221	229
24	Landwirtschaftliche Produkte	0	0	-81.5	0	38	37	-2.6	13.6691	38	37
25-26	Mineralische Stoffe	45	-	*	*	-	-	*	*	*	*
	Energieträger	1	1	22.6	0.952	0	0	-50.4	0	0	-1
28-29	Chemische Grundpro- dukte	-	0	*	*	0	2	495%	0.5988	-	2
30	Pharmazeutische Er- zeugnisse	0	0	67.7	62	35	38	10.7	11.50%	35	38
31-32	Düngemittel, Farb- stoffe, Pigmente	0	0	*	0%	1	0	*	0.1%	1	0
33-34	Schönheitsmittel Waschmittel	0	0	0%	0%	5	5	9%	1.5%	5	5
35-38	Stärke, versch. Chemi- sche Erzeugnisse	0	0	*	0%	0	0	*	0.1%	0	0
39-40	Kunststoffe Kautschuk	0	0	*	0.3%	1	1	*	0.2%	1	0
41-43	Felle, Leder, Lederwa- ren	0	0	*	0%	0	1	*	0.2%	0	0
44-46	Holz, Kork, Flechtwaren	0	0	*	0%	1	1	*	0.2%	1	1
47-49	Papier und Papierwa- ren	0	0	*	0%	0	0	*	0%	0	0
50-63	Textilien und Beklei- dung	0	0	*	0.2%	1	1	*	0.2%	1	1
64-67	Schuhe, Schirme usw.	0	0	*	0.1%	0	0	*	0.1%	0	0
68-70	Waren aus Steinen, Ke- ramik, Glas	0	0	*	0%	1	1	*	0.5%	1	1
71	Edelsteine, Edelm- talle, Bijouterie	5	12	161.8	11.9%	9	17	167.6	4.9%	4	4
72-83	Unedle Metalle und Waren daraus	44	80	*	76.7%	2	1	*	0.4%	-42	-79
84	Maschinen (nicht elektrisch)	1	1	-16.4	0.8%	31	34	10.1	10.2%	30	33
85	Maschinen (elektrisch)	0	0	-10.1	0.1%	15	59	303.1	17.6%	14	59
86-89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0	0	*	0.3%	0	1	*	0.2%	0	1
90	Opt. / medizin.. Instru- mente	0	0	*	0.2%	4	3	*	0.8%	4	3
91	Uhrmacherwaren	4	4	-0.5	3.80%	192	130	0.1	38.8%	125	126
92	Musikinstrumente	0	0	-40.1	0%	0	0	-100	0.0%	0	0
93	Waffen und Munitionen	0	0	*	0%	0	0	42.7	0.1%	0	0
94	Möbel, Bettzeug usw.	0	0	-7	0.1%	0	0	-50	0.1%	0	0
95-96	Spielzeuge, Sportge- räte usw.	0	0	*	0%	0	0	*	0.0%	0	0
97	Kunstgegenstände, An- tiquitäten	0	4	*	4.10%	3	1	-65.4	0.3%	3	-3

Quelle: Eidgenössische Zollverwaltung, erwartete Ergebnisse, Mai 2020

**ANHANG 5 Principaux pays investisseurs**

## ANNEXE 5 - Principaux pays investisseurs

Année : 2018 (derniers chiffres disponibles)

Rang	Pays	Investissements directs (million US dollars, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée** (million US dollars)
1	Kuwait	8'936	31%	+20%	346
2	Saudi Arabia	8'452	29%	+30%	3'209
3	Libya	2'990	10%	-11%	n/a
4	Cayman Islands	1'857	6%	+6.6%	n/a
5	United Arab Emirates	1'613	5.5%	-29%	n/a
6	India	1'006	3.5%	-1.8%	n/a
7	Qatar	836	3%	-1%	n/a
8	United Kingdom	736	2.5%	+28%	n/a
9	Jersey	473	1.6%	-1.3%	n/a
10	Turkey	412	1.4%	+88%	n/a
18	Suisse	-81	-0.3	-160%	n/a
	Total	28,992	100 %	+9.1%	1'515

Source(s):

- IMF: Coordinated Direct Investment Survey, data.imf.org, mai 2020
- \*\*UNCTAD World Investment Report 2018

n/a , not available